

En conséquence, entre 1981 et 1985, le volume du marché national détenu par les fabricants canadiens de vêtements est tombé de 69 % à 57 %.

Il existe très peu de statistiques précises sur l'emploi dans ces secteurs. Toutefois, la Commission du textile et du vêtement a évalué que jusqu'à 15 000 emplois ont pu être perdus par suite de l'accroissement des importations depuis 1981.

Le taux moyen de croissance des importations de produits à faible coût s'établit, en volume, à 11 % par année depuis 1981, tandis que celui du marché canadien est évaluée à 2,3 % seulement.

Le rythme des importations à faible coût a par ailleurs été très irrégulier, des hausses brusques de 26 % en 1983 et de 16 % en 1984 ayant été enregistrées. Bien que le taux de croissance ait ralenti en 1985 pour s'établir à moins de 2 %, il a contribué à gonfler le volume considérable d'importations accumulées au cours des deux années précédentes.

#### **Appui du gouvernement aux industries**

En dépit du soutien important qu'elle reçoit du gouvernement sous forme de tarifs douaniers élevés, de contingents à l'importation et d'aide financière, l'industrie a eu à faire face à de sérieux problèmes.

Grâce à l'Office canadien pour le renouveau industriel (OCRI), environ 250 millions de dollars ont été directement consacrés à la modernisation de l'industrie. Cette aide permettra de financer un programme d'investissements de plus de 1 milliard de dollars dans l'industrie. Depuis 1981, environ 300 millions de dollars ont, par ailleurs, été consacrés aux divers programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre et des collectivités dans ces secteurs.

L'OCRI a terminé son mandat de cinq ans à la fin de mars 1986, après avoir atteint pratiquement toutes les entreprises viables de ces secteurs. L'industrie continue à recevoir de l'aide grâce au Programme de développement industriel et régional (PDIR). Le programme de la Planification de l'emploi, auquel 4 milliards de dollars seront consacrés, permettra en outre de faciliter l'adaptation de la main-d'oeuvre et des collectivités dans ces secteurs aussi bien que dans d'autres.